
SOCIETE AFRICAINE DE REASSURANCE
ASSEMBLEE GENERALE
24^{EME} REUNION ANNUELLE ORDINAIRE
OUAGADOUGOU, BURKINA FASO, LE 27 JUIN 2002

AFRICARE/GA/26/169



Rapport du Conseil d'Administration
Portant sur la Période
Du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2001



SOCIETE AFRICAINE DE REASSURANCE AFRICAN REINSURANCE CORPORATION

SIEGE

AFRICA RE,
Plot 1679, Karimu Kotun Street,
Victoria Island
P.M.B. 12765
Lagos, NIGERIA

Tel: (234-1) 266 3323, 262 6660-2, 618820
E-mail: info@africa-re.com
Fax: (234-1) 2663282, 2626664

BUREAUX REGIONAUX			BUREAUX DE CONTACT		
Tour Atlas Place Zallaqa BP 7556 Casablanca Maroc	Reinsurance Plaza P.O. Box 62328 Nairobi Kenya	Rue Viviane A24 - Cocody Ambassade 20BP 1623 Abidjan 20 Côte d'Ivoire	Ground Floor (West Wing), Oakhurst 11-13, St Andrew's Road Parktown Johannesbourg Afrique du Sud	Room 214-215, 2 nd Floor St. James Court Vishnu Khetra Street (Ex. St. - Denis Street) Port Louis Maurice	12, Khan Yunus Street Off Shehab Street, Mohandeseen - Giza Le Caire Egypte
Tel: (212-2) 2317114 2306154 Telex: 28079 M Fax: (212-2) 2307964 E-mail: casablanca@africa-re.com	Tel: (254-2) 330630/7/8/9 Telex: 23289 AFRICARE Fax: (254-2) 339515 E-mail: nairobi@africa-re.com	Tel: (225) 22404480/1 Telex: 22345 AFRE CI Fax: (225) 22 40 44 82 E-mail: abidjan@africa-re.com	Tel: (27-11) 484 3764, 4841970/1606 Fax: (27-11) 484 1001 E-mail: africare@africare.co.za	Tel: (230) 210-0795 Fax: (230) 210-2496 E-mail: africare@inetnet.mu	Tel: (20-2) 3456611 3034880 3034281 Fax: (20-2) 3034180 E-mail: Yehia@africa-re .com

Honorables Délégués à
l'Assemblée Générale de la
Société Africaine de Réassurance

Date : 27 Juin, 2002

Conformément aux dispositions de l'Accord Portant Création de la Société Africaine de Réassurance, notamment à ses articles 14 et 37, et en application de l'article 8 du Règlement Général de la Société, j'ai l'honneur de vous soumettre, au nom du Conseil d'Administration, le Rapport Annuel et les états financiers vérifiés de la Société pour la période du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2001.

Veuillez agréer, Honorables Délégués, l'assurance de ma très haute considération.

MUSA S. AL NAAS
Président du Conseil d'Administration
et de l'Assemblée Générale

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AFRICA RE



M. M. Al Naas
Président



Mme M. Ikongo
Vice-Présidente



M. A. Bayala



M. M.H. Seba



M. C. Enweze



M. A.O. Ibrahim



M. O.A. Bailey



M. L. P. N'Goulakia



M. R. Rasamoely



Mme A.T. Soudre



M. K. Selim



M. W. Zeru

ADMINISTRATEURS SUPPLEANTS

Mme H.A SALLA, M. Habtamu H. Mariam, M. Hassan FARAH, M. Mohamed Lemine OULD NATY, M. Nashnush FARG, M. Peter KENNETH, M. Calvin FOINDING, M. Fayek Hanna Tawdros, M. Séré Mady KABA, M. Corneille KAREKEZI, M. Thami EL-BARKI, M. Frederick MAGEZI.



COMPOSITION DE LA DIRECTION DE L'AFRICA RE



M. Bakary Kamara
Directeur Général



M. Haile M. Kumsa
Directeur Général Adjoint



M. George Otieno
Directeur p.i.
Opérations Techniques



M. Isidore Kpenou
Directeur de l'Administration/
Secrétaire de Société



M. Ganiyu Musa
Directeur
Finances & Comptabilité



M. Moncef Manai
Directeur Régional
Casablanca



M. Indre Vin Nursinghdass
Directeur Régional
Nairobi



M. Béné B. Lawson
Directeur Régional
Abidjan

SOMMAIRE

	Page
En Bref	6
Principaux Indicateurs Financiers	7
Environnement Economique et Commercial	9
Opérations	13
Production.....	14
Evolution de l'Encaissement de Primes Brutes.....	15
Cessions Volontaires.....	15
Répartition Géographique.....	16
Répartition de la Production par Branche.....	16
Autres Revenus.....	16
- Placements à Long Terme.....	16
- Revenus Provenant de Placements à Court Terme et d'autres Sources.....	17
Sorties de Portefeuille	17
- Sinistralité.....	17
- Sinistralité par Centre de Production.....	17
- Commissions et Charges	18
- Dépenses de Fonctionnement.....	18
- Autres Dépenses non Imputées au Compte des Résultats Techniques.....	18
Résultats de l'Année de Souscription Close 1999.....	18
Résultats de l'Exercice Financier 2001.....	18
Affectation des Résultats.....	19
Rapport du Commissaire aux Comptes.....	21
Bilan au 31 Décembre, 2001.....	24
Compte des Pertes et Profits de l'Exercice Clos le 31 Décembre, 2001.....	26
Compte des Résultats Techniques de l'Exercice Clos le 31 Décembre, 2001.....	28
Tableau des Flux de Trésorerie de l'Exercice Clos le 31 Décembre 2001.....	29
Notes Annexes aux Etats Financiers 2001	30



EN BREF

Le 24^{ème} Rapport Annuel du Conseil d'Administration présente les états financiers de la Société au titre de l'exercice 2001, qui comprennent le bilan au 31 décembre et le compte des pertes et profits au titre de l'exercice clos. En outre, il contient les résultats de l'année de souscription 1999 (close pour la première fois), ceux des exercices précédents (1978 - 1998) ainsi que les comptes des exercices 2000 et 2001 non encore clos.

Par ailleurs, il fait état de l'environnement commercial dans lequel la Société a évolué au cours de la période sous revue et contient le rapport du Commissaire aux Comptes.

La Société a enregistré au titre de l'exercice 2001 un encaissement de primes brutes net d'annulations de 85.114.364 \$EU contre 78.060.022 \$EU en 2000, soit une progression de 9,03%. A l'instar de l'exercice précédent, l'augmentation de sa part dans certains risques de pointe, en l'occurrence des affaires pétrolières et énergétiques en Afrique de l'Ouest et du Nord, a nécessité l'achat d'une couverture additionnelle. En conséquence, le volume des rétrocessions est passé de 6.342.363 \$EU en 2000 à 9.602.668 \$EU, ce qui a donné lieu à une prime conservée de 75.511.696 \$EU (2000: 71.717.659 \$EU) et un ratio de rétention de 88,72% contre 91,88% l'année précédente. Après les ajustements relatifs au mouvement des réserves, le volume des primes nettes acquises s'est élevé à 66.162.798 \$EU (2000: 67.121.108 \$EU). Par ailleurs, un montant de 38.662.248 \$EU a été payé au titre des sinistres nets de recouvrements (2000: 37.108.052 \$EU), tandis que les ajustements relatifs au mouvement des réserves pour sinistres en suspens ont porté le chiffre des sinistres encourus à 35.373.470 \$EU (2000: 37.522.786 \$EU). Après déduction des commissions qui se sont élevées à 20.238.947 \$EU, des charges d'un montant de 2.579.219 \$EU et des frais de gestion qui se sont chiffrés à 4.945.055 \$EU, la Société a enregistré un excédent de souscription de 3.026.107 \$EU (2000: 1.362.244 \$EU) qui a été transféré au

compte des pertes et profits.

Les produits de placements et revenus provenant d'autres sources sont de 3.484.129 \$EU (2000: 3.607.881 \$EU) et les intérêts sur les dépôts de réassurance de 1.093.433 \$EU (2000: 1.053.485 \$EU), tandis qu'une perte de change matérialisée de 285.990 \$EU a été enregistrée au titre de l'exercice, contre 305.327 \$EU en 2000, engendrant ainsi un profit de 7.317.679 \$EU (2000: 5.718.283 \$EU). Les charges non imputées au compte des résultats techniques d'un montant de 1.777.314 \$EU (2000: 1.437.003 \$EU) ayant été déduites, le bénéfice net s'élève à 5.540.365 \$EU (2000: 4.281.280 \$EU).

L'excédent des revenus sur les charges des années de souscription 2000 et 2001 non encore closes, soit 48.437.972 \$EU (2000: 39.089.074 \$EU) a été reporté à nouveau au titre de la réserve pour risques en cours, conformément à la procédure comptable en vigueur. Par ailleurs, la réserve pour sinistres en suspens, y compris l'IBNR, était de 27.071.748 \$EU (2000: 30.360.526 \$EU) à la fin de l'exercice.

Les ajustements de conversion cumulés au titre de l'exercice ont dégagé une perte non matérialisée de 4.663.586 \$EU contre 4.776.068 \$EU en 2000, dont il a été déduit 1.000.000 \$EU par transfert d'un montant équivalent à partir du compte des pertes et profits. Comme par le passé, ce résultat a été porté au bilan en tant qu'élément séparé des fonds propres, en application de la norme comptable internationale IAS 21. A la date du 31 décembre 2001, les ajustements de conversion cumulés s'élevaient par conséquent à 13.217.544 \$EU (2000: 9.553.958 \$EU).

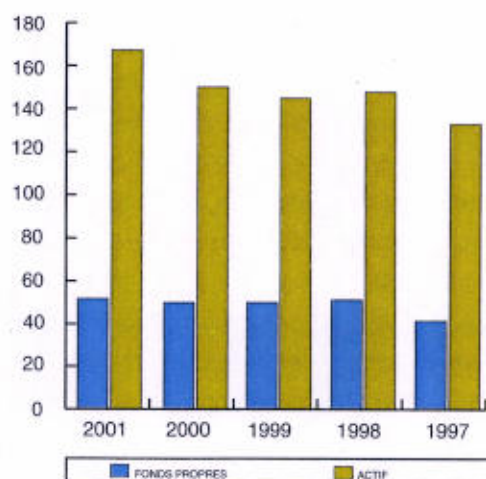
Les fonds propres sont de 51.616.845 \$EU au 31 décembre 2001 contre 50.048.859 \$EU à la fin de l'exercice précédent.

Le ralentissement de l'économie mondiale a été accentué au cours de 2001, surtout après les tragiques événements du 11 septembre. L'essoufflement de la locomotive américaine, perceptible en 2000, a été marqué pendant les 8 premiers mois de l'année, avant que cette économie ne soit déclarée en récession au cours du dernier trimestre. Ce dernier quart de l'exercice 2001 a été caractérisé au plan économique par l'effondrement du système économique-financier et du régime politique argentins, par suite de la mise en oeuvre de choix de développement inadaptés.

SITUATION FINANCIERE

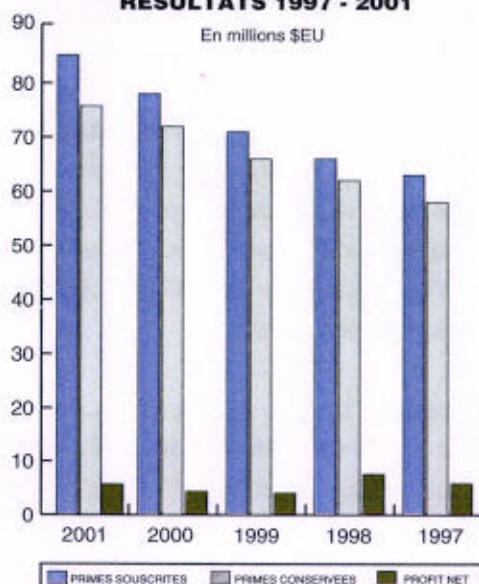
RESULTATS 1997 - 2001

En millions SEU



RESULTATS 1997 - 2001

En millions \$EU



Le Nouveau Partenariat pour le Développement Africain (NEPAD) qui fait de l'intégration régionale et la coopération internationale l'édifice sur lequel sera bâti le développement du continent, a été présenté au monde industrialisé à Gènes. La construction des infrastructures et la mise en valeur des ressources humaines et naturelles ainsi que l'adoption de la bonne gouvernance et la transparence en matière de gestion du bien public constitueront les principes autour desquels s'articuleront toutes les actions de coopération internationale et de développement régional intégré. La consolidation des groupements sous-régionaux existants (CEDEAO, CEMAC, COMESA, SADC, UMA) semble avoir été retenue comme étape initiale vers la constitution d'un grand ensemble continental, à l'instar de ce qui s'est fait en Europe (Union Européenne) ou est entrain d'être réalisé en Amérique du Nord (ALENA).

Dans cette perspective, la mise à niveau des économies ou à tout le moins l'adoption de normes communes de gouvernance demeure un passage obligé. En effet, bien que disposant de l'un des meilleurs taux de retour sur investissement, l'Afrique voit son image de marque ternie par les guerres civiles, le déficit démocratique, l'instabilité politique ou par des fluctuations monétaires trop importantes pour rassurer les investisseurs apporteurs de capitaux privés directs étrangers. Or, à la suite de la baisse drastique de l'aide publique aux nations pauvres - moins de 0,20% au lieu de 0,7% du P.I.B. préconisé par les pays donateurs - cette forme d'investissement reste la principale source de financement du développement économique.

Aussi, les pays africains se doivent de mettre les investisseurs en confiance grâce à un système judiciaire et un arsenal juridique fiables, s'ils veulent renverser la tendance actuelle d'un flux négatif des capitaux du continent: 1,06 \$EU rapatriés au titre de la détérioration des termes de l'échange, du service de la dette, du transfert des bénéfices et de la constitution de provisions excessives, pour 1\$EU reçu.

La mondialisation de l'économie et l'interaction des politiques choisies par les nations ont pu être jaugées

à l'aune de l'onde de choc ressentie à travers le monde entier par la destruction le 11 septembre des tours jumelles du World Trade Centre. Non seulement les pertes économiques engendrées par cet événement sont importantes (80 milliards \$EU), mais la géopolitique mondiale semble avoir changé durablement depuis.

Pour sa part, la communauté internationale des assureurs aura à régler une bonne part de ces sinistres, soit quelques 50 milliards \$EU d'indemnités, dont la plus grande partie sera prise en charge par la réassurance professionnelle.

Cette catastrophe est intervenue à un moment où le long cycle d'un marché international très concurrentiel s'achevait sur plusieurs autres sinistres d'importance, dont les tempêtes en Europe, qui auront coûté au total près de 28,6 milliards \$EU en 1999. Entamée sous ces auspices, l'année 2001 a confirmé la nécessité d'un retour au professionnalisme, seule approche à même d'assurer un rétablissement des équilibres fondamentaux de l'industrie mondiale.

C'est dans ce contexte que l'Africa Re a vu sa bonne note de sécurité financière **BBB** reconfirmée par Standard & Poor's, après un réexamen de toutes les sociétés notées qui a pris en compte l'exposition de chaque opérateur aux événements sus-mentionnés. La Société Africaine de Réassurance, qui n'est pas partie prenante directe à ce sinistre majeur, a enregistré au cours de 2001 un chiffre d'affaires de 85,11 millions \$EU, en progression de 9,03% par rapport à l'exercice précédent, tandis que la part des cessions volontaires, obtenues grâce à l'effort marketing de la Direction et du Personnel, a représenté 72,58% des primes comptabilisées. Encore une fois, n'eussent été les importantes dépréciations de certaines monnaies de souscription, l'accroissement du chiffre d'affaires aurait été de 15,40%. Cette performance a pu être réalisée grâce à la conjugaison de plusieurs facteurs: des acceptations plus importantes, une bonne capitalisation, une stratégie de marketing efficace et un relèvement (certes modeste) des taux de réassurance. Un montant de 41,76 millions \$EU a été payé au titre des sinistres, représentant un ratio



de 49,06% et dégageant un bénéfice technique de 3,03 millions \$EU, soit une amélioration de 122,80% par rapport à l'exercice 2000. En ajoutant à ce chiffre la somme de 3,48 millions \$EU au titre des produits de placements, 1,09 millions \$EU d'intérêts sur les dépôts de réassurance, et en déduisant 0,29 millions \$EU de perte de change matérialisée ainsi que les autres dépenses d'un montant de 1,78 million \$EU, il se dégage un bénéfice net de 5,5 millions \$EU, duquel sera payé un dividende de 2,50 \$EU par action d'une valeur nominale de 100 \$EU.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Au cours des années à venir et pendant longtemps, l'an 2001 sera pour la plupart de dirigeants politiques et autres opérateurs économiques, celui du traumatisme dont l'onde de choc a été ressentie d'un bout à l'autre de la planète. Si les attentats du World Trade Centre et du Pentagone commis le 11 septembre ont permis aux Etats Unis d'affirmer plus encore leur leadership politique et diplomatique à travers le monde, l'année 2001 n'avait pas démarré sur les meilleures auspices économiques. En effet, après la croissance continue enregistrée depuis 1994, l'exercice 2001 a vu se confirmer le ralentissement de l'économie américaine annoncée en 2000, tandis que la contagion gagnait les pays européens - à l'exception notable de l'Irlande - qui à leur tour s'engageaient dans une récession imprévue.

L'observateur économique retiendra de l'année 2001 les faits et éléments d'analyse suivants:

- décélération de l'économie à la suite de l'essoufflement de la croissance américaine, alors que d'aucuns s'attendaient à voir l'Europe prendre le relais et devenir la locomotive de la production mondiale de biens et de service.
- engagement d'un nouveau cycle de négociations multilatérales dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce, ce après l'échec de la conférence de Seattle et la sensibilisation de cette Institution aux

préoccupations des autres pays constatée à Doha.

- ébauche d'une union économique africaine sur fond de détérioration plus accentuée des termes de l'échange, d'un manque criant de capitaux prêts à s'y investir et de dépréciation parfois importante des monnaies nationales.
- raidissement du marché de la réassurance en général, rétrécissement des capacités de rétrocession en particulier, retour certes timide mais indéniable des professionnels de l'assurance aux fondamentaux de leur métier.

Décélération de la Croissance de l'Economie Mondiale

La chute brutale de la croissance de l'économie américaine au cours des huit premiers mois de l'exercice 2001 a eu un effet d'entraînement imprévu et irrésistible sur le reste du monde. La contraction de cette économie entamée en mars a été officiellement reconnue en novembre par la National Bureau of Economic Research. Cette récession mettait fin à près d'une décennie d'expansion économique caractérisée par une mondialisation inéluctable, une envolée jamais égalée de la Bourse de New York et une bulle spéculative bâtie autour de la nouvelle économie. Les attentats du 11 septembre ne sont venus que pour amplifier cette décélération. Ce ralentissement s'est manifesté pendant de longs mois par un net repli de l'activité industrielle (baisse de 6%), un chômage accru (perte de plus de 1,4 million d'emplois de septembre 2000 à janvier 2001) et affectant 5,7% de la population active en novembre de l'année sous revue. La baisse des revenus des ménages a entraîné une chute de la consommation et donc du commerce du gros et du détail.

Le Canada, plus proche voisin des Etats Unis qui absorbent 85% des ses exportations, n'a enregistré qu'une croissance inférieure à 1,5%.

En Asie, à l'exception de la Chine (7% de croissance) dont la demande intérieure reste forte, tous les autres pays voient leur dépendance économique à l'égard du commerce mondial et des exportations approfondir le ralentissement, voire la récession importée d'Amérique du Nord.

Déjà en crise depuis quelques années, le Japon a enregistré une régression en 2001, accentuant encore un peu plus le déclin économique de la puissance nipponne. Malgré ses dénégations, l'Europe occidentale a subi à son tour la récession en 2001, même si l'arrivée de l'Euro amoindrit les effets de ce phénomène, en ouvrant largement les perspectives d'intégration et d'harmonisation des politiques économiques des pays de l'Union Economique. Première puissance européenne, l'Allemagne est entrée en récession depuis le printemps 2001 à la suite du ralentissement brutal de l'essor économique vers la fin de l'exercice précédent, en même temps que les déficits budgétaires et publics avoisinaient le seuil fatidique des 3% que les différents pays se sont engagés à ne pas dépasser dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance.

L'Amérique Latine a vu la crise argentine s'exacerber, en provoquant des remous politiques et sociaux de grande ampleur. Avec un taux de croissance inférieur à 1,4% en 2001 et la rupture des grands équilibres, l'Argentine s'est trouvée en cessation de paiement de son énorme dette publique de près de 130 milliards \$EU. Cette situation a rendu nécessaire un réajustement de la parité entre la monnaie nationale et le Dollar EU, confirmant ainsi la fragilité des liens établis dans la mise en place d'un véritable partenariat économique.

Intégration Régionale : Nouveau Partenariat pour le Développement Africain

Le Traité d'Abuja (Nigéria) signé en 1991 prévoyait la création d'une Communauté Economique Africaine qui, même si elle fut pendant une décennie un vœu pieux, semble désormais possible dans le cadre de l'Union Africaine qui est appelée à succéder à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), s'appuyant en cela sur les idées et projets contenus dans le

Nouveau Partenariat pour le Développement Africain (NEPAD).

L'aide internationale devrait ainsi permettre de renforcer les infrastructures, développer les ressources humaines et valoriser les richesses du continent qui, à son tour, s'engagerait à faire de la transparence et de la bonne gouvernance les crédo de sa gestion quotidienne de la chose publique.

Cette nouvelle approche du développement adoptée à Lusaka en juillet et présentée à Gênes à l'occasion de la réunion du Groupe des 8, préfigure une sortie de crise de l'Afrique, même si les signes annonciateurs perceptibles depuis quelque temps ne semblent pas être pris en compte par les investisseurs et les partisans irréductibles de la mondialisation pure et dure.

En effet, tandis que les crises et conflits s'estompent en Afrique de l'Ouest (Guinée, Libéria, Sierra Leone et Côte d'Ivoire) et du Centre (République Démocratique du Congo et République du Congo), se mettent progressivement en place des marchés communs sous-régionaux, préludes à la constitution d'un unique bloc économique continental.

De même, l'image du continent gagnerait à être davantage peaufinée, car si malgré un retour sur investissement qui compte parmi les plus élevés de la planète, l'Afrique n'attire pas assez de capitaux en quête de placement, c'est en raison surtout de l'instabilité politique, de la faiblesse du pouvoir d'achat et des ravages de la corruption. A l'exception des six nations que sont le Botswana, l'Afrique du Sud, l'Ile Maurice, la Tunisie, le Maroc et l'Egypte, le risque-pays est en moyenne élevé.

En outre, dans son rapport 2001 sur le développement, la CNUCED rappelle que 80% des exportations de la région sont des matières premières, c'est-à-dire des produits non-oeuvrés, donc sans valeur ajoutée. Elle constate qu'à cours constants (1980), la part de l'Afrique dans le commerce mondial aurait été le double de ce qu'elle est aujourd'hui et que le revenu par tête d'habitant serait de 50% supérieur à son niveau actuel. La transformation sur



place des matières premières produites par le continent pourrait être une solution permettant à l'Afrique d'ajouter de la valeur à ses exportations, brisant par la même occasion le cycle vicieux de son extrême dépendance vis-à-vis de matières premières aux cours très fluctuants. Enfin, il est établi que pour 1\$EU investi c'est 1,06 \$EU qui sort du continent, réparti entre détérioration des termes de l'échange, service de la dette, rapatriement des bénéfices et constitution de provisions excessives.

En 2001 la région africaine a connu une croissance honorable mais insuffisante de 3%. Un bref rappel des réalisations individuelles de certains pays permet de dresser un tableau éloquent de l'économie continentale au titre de cette année.

En Afrique du Nord, le Maroc a enregistré un taux de croissance du PIB de 6% au lieu des 12% initialement prévus, ce en raison des effets de la sécheresse et d'une facture pétrolière trop élevée pour un pays qui entre en compétition avec des nations plus nanties pour ses exportations agricoles et industrielles.

Grâce aux deux années (2000 et 2001) de hausse continue du prix du baril de pétrole, l'Algérie a engrangé près de 20 milliards \$EU de devises, créant ainsi un excédent commercial substantiel et un ratio de service de la dette qui ne représente plus que 25% des exportations, au lieu des 70% du début de la précédente décennie.

La Tunisie a quant à elle réalisé un taux de croissance de 5,2% au lieu des 8% projetés, alors que la Libye a enregistré un niveau de réserves en devises de plus de 15 milliards \$EU, et que l'Egypte a accusé un aggravement du ralentissement économique, surtout après le 11 septembre et le manque à gagner de 2 milliards \$EU qui en a résulté dans le secteur du tourisme.

En Afrique de l'Ouest, la stabilité du Franc CFA n'a pas propulsé l'économie, en raison de la faiblesse des exportations et des Investissements Directs Etrangers privés. La baisse du PIB (1% en 2001) en Côte d'Ivoire, le lourd fardeau du service annuel de la dette du Nigéria (1,5 à 2,5 milliards \$EU), le

maintien de la croissance du Sénégal (5%), la production aurifère (2^e producteur africain avec 34 tonnes) et une bonne récolte céréalière au Mali après l'abandon partiel de la culture cotonnière suite à la baisse des cours, constituent autant de facteurs qui donnent une image contrastée des performances économiques de la sous-région.

S'agissant de l'Afrique Centrale, un taux d'inflation de 2% et une croissance économique de 5,5% confirment les prédictions faites un an auparavant par les organisations multilatérales quant au devenir du Cameroun. Le Gabon tente d'assurer l'après pétrole grâce à une politique de transformation sur place du bois, en même temps qu'il poursuit son action d'assainissement des finances publiques. Ainsi la dette intérieure a été réduite de moitié et les arriérés extérieurs apurés.

Le Kenya avec une augmentation du PIB de 0,4% et la Tanzanie qui atteint 5,9% avec une inflation limitée à 6%, restent les économies phares de la sous-région orientale. L'embellie économique de ce dernier pays est attestée par les chiffres du service de la dette (19% des recettes en 2001 et 7,7% au cours des années à venir) et les Investissements Directs Etrangers privés en augmentation (212 millions \$EU contre 200 millions en 2000).

Dans les pays de la SADC, il importe de mentionner le niveau de croissance de l'Afrique du Sud qui n'a été que de 2,6% au lieu des 3,5% prévus et les attaques spéculatives contre le Rand qui lui ont fait perdre 36% de sa valeur par rapport au Dollar EU. Ces deux facteurs combinés n'ont pas attiré les investisseurs, même si les exportateurs et le secteur du tourisme ont bénéficié de cette dépréciation monétaire. Ainsi, les exportations automobiles en direction du reste du continent ont augmenté de 18,3% en 2001. La faiblesse du Rand a aidé ces ventes même à destination des pays plus industrialisés (Etats Unis, Japon, Australie, Nouvelle Zélande, Hong Kong, Taiwan, Singapour etc.). Cependant, les autres pays de la zone Rand (Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland) ont pâti de cette baisse de la monnaie sud-africaine.



ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

A la suite des inondations de l'exercice précédent qui ont interrompu son haut niveau de croissance, le Mozambique a de nouveau enregistré une progression de 9,2% du PIB en 2001. Cette expansion est amplifiée par un important flux d'Investissements Etrangers Directs, même s'il est partiellement éclipsé par une contre-performance dans les secteurs traditionnels de l'agriculture et de la pêche.

Dans l'Océan Indien, l'Ile Maurice qui continue de bénéficier d'une conjoncture économique favorable après la sécheresse de 1999, enregistre une croissance économique de 8,3% et une inflation de 4,4% seulement. Ces indicateurs ont été possibles grâce à l'industrie sucrière en forte progression (56%), un secteur du tourisme haut de gamme et une démographie contrôlée. De son côté, Madagascar a connu des niveaux de réalisation performants dans le secteur de la construction, de l'activité commerciale avec une zone franche en plein rendement (25% de croissance), des exportations en très nette augmentation (14%), notamment dans le secteur textile qui a réussi une percée dans le marché américain par suite des opportunités offertes par le «African Growth & Opportunity Act». Toutes ces performances ont abouti à une hausse de 6,7% du PIB et une inflation de 1,8% seulement, des réserves en devises excédant les prévisions et un déficit budgétaire maîtrisé.

Toutefois, la faiblesse de l'économie américaine pourrait au cours des mois à venir handicaper les pays africains exportateurs de produits textiles. Les événements du 11 septembre ont amplifié et accéléré ce ralentissement qui a abouti à la récession actuelle, mais ils ont en outre généré les indemnités les plus importantes auxquelles l'industrie mondiale des assurances a eu à faire face.

Vers un Retour aux Fondamentaux de l'Assurance

Pendant longtemps encore, les assureurs du monde se souviendront de 2001 comme une année coûteuse, ce à la suite des sinistres du World Trade Centre.

En effet, si le coût économique des destructions pourrait se situer aux alentours de 80 milliards \$EU, la portion assurée s'élèverait semble-t-il entre 30 et 50 milliards \$EU. Avant ce désastre, le sinistre le plus important survenu du fait de l'homme, payé par les assureurs a été celui du Piper Alpha (plate-forme pétrolière en Mer du Nord) intervenu en 1988, et qui a coûté 2,9 milliards \$EU.

Aussi, devant l'ampleur d'un tel événement, les professionnels de l'assurance et en particulier les réassureurs ne pouvaient qu'imposer des termes et conditions plus draconiens, d'autant que les pertes accumulées tout au long du cycle baissier qui a démarré en 1996 dans le sous-secteur de la réassurance commandent une révision des politiques de souscription: octroi de couverture, fixation des prix et disponibilité des capacités.

En effet, déjà en 2000, à la suite des importantes pertes subies l'année précédente (28,6 milliards \$EU de sinistres catastrophes) et des tempêtes Lothard et Martin qui ont frappé l'Europe du Nord, les réassureurs professionnels avaient résolu d'appliquer au prochain renouvellement la vérité des prix aux acquéreurs de couverture en réassurance. C'est ainsi qu'au 1^{er} janvier 2001, le taux moyen mondial a augmenté de 16%, ce après un léger relèvement de 7,2% en 2000, la première majoration depuis 1994.

Plusieurs motifs étaient à l'origine de ces redressements, dont:

- i. le long cycle baissier commencé en 1996 et soutenu par les importants revenus réalisés dans les places financières du monde entier; à titre d'exemple l'assurance américaine a comptabilisé au cours de ces années-là quelques 6,5 milliards \$EU de profits financiers;
- ii. les réserves excessives constituées par nombre d'assureurs et réassureurs leur ont permis de subventionner les baisses tarifaires consenties à leurs clients. Aussi, à mesure que ces matelas financiers s'épuisaient, les effets d'un retour sur investissement en recul par rapport au milieu de la



décennie, une détérioration des branches responsabilité notamment et des sollicitations financières nées des fusions et acquisitions opérées au cours de cette période, se faisaient durement sentir et obligeaient les réassureurs à revoir leurs politiques de souscription;

iii. les tempêtes de décembre 1999 survenues en Europe du Nord ont coûté 6,7 milliards \$EU, obligeant les souscripteurs à procéder à une rapide évaluation de leurs engagements face aux conséquences des phénomènes naturels ainsi que les coûts de ces couvertures;

iv. la résurgence inattendue des sinistres liés à l'amiante a elle aussi entamé les réserves prudemment constituées par les opérateurs de l'assurance/réassurance.

Ceux-ci ont commencé l'année 2001 avec une situation financière et technique moins favorable qu'auparavant et ont vu la tendance s'exacerber trimestre après trimestre jusqu'à la date fatidique du 11 septembre 2001. Cela explique les tentatives de redressement tarifaire qui ont été entrepris par certains réassureurs confortés dans leur approche par les événements du World Trade Centre et la chute des revenus financiers.

L'impact de ces événements (WTC) ne sera pleinement connu et quantifié qu'au bout de plusieurs années. Cependant, il ne fait pas de doute qu'ils ont confirmé la nécessité d'appliquer en la matière la vérité des prix, même si par ailleurs les relèvements de taux n'ont pas répondu aux attentes, dans la mesure où des capitaux frais (16 milliards \$EU) ont aussitôt été investis dans le secteur de la réassurance afin de répondre à des besoins pressants de capacité.

L'assurance africaine qui fait partie intégrante de l'activité mondiale, a elle aussi été frappée par les conséquences de ce désastre, même si à quelques rares exceptions près, elle n'est pas impliquée dans le règlement des sinistres. Intervenant à un moment où elle parachevait certains changements structurels, capitalistiques et réglementaires, la plus grande catastrophe humaine assurée de tous les temps a précipité ces mutations. Amorcé depuis peu, le retour

vers les pays d'origine de certains risques de multinationales qui avaient été auparavant délocalisés a été confirmé.

La Société Africaine de Réassurance (Africa Re) qui demeure un acteur de la réassurance internationale, a elle aussi subi indirectement les contrecoups de cette catastrophe lors de l'achat de couvertures de rétrocession pour l'exercice 2002.

Les amendements apportés à l'Accord portant création de la Société et qui désormais ouvrent son capital aux investisseurs et aux partenaires stratégiques non africains à hauteur de vingt cinq pour cent (25%) consolideront à n'en pas douter l'option prise il y a quelques années, d'une souscription sélective et prudente hors de son marché domestique. Forte d'une connaissance approfondie de l'industrie africaine des assurances, l'Africa Re s'estime à présent suffisamment mûre pour entreprendre la souscription d'affaires hors de son territoire de prédilection, en établissant au besoin des relations de partenariat à même de lui assurer une moisson bénéfique.

OPERATIONS

Cette partie est consacrée à l'analyse des résultats de la Société en termes de chiffre d'affaires et de sinistres payés au titre de la période sous revue. Les cessions volontaires y sont analysées, les avancées significatives qui ont permis d'augmenter le volume de ces cessions soulignées, et les sinistres enregistrés par centre de production passés en revue. Les performances réalisées reflètent la politique de souscription prudente adoptée par la Société. Avec son Siège à Lagos, ses trois Bureaux Régionaux et autant de bureaux de souscription et/ou de contact, elle est suffisamment proche de ses cédantes pour répondre rapidement et plus efficacement à leurs besoins.

OPERATIONS

Le tableau ci-après donne un aperçu des résultats de la Société.

DESCRIPTION (EN 000 \$EU)	2001			2000		
	Brut	Retro	Net	Brut	Retro	Net
PRODUCTION:						
Primes (Nettes d'annulations)	85.114	9.602	75.512	78.060	6.342	71.718
Mouvement de la Réserve						
Pour Risques en Cours	(11.748)	(2.399)	(9.349)	(8.414)	(3.817)	(4.597)
Primes Acquises	73.366	7.203	66.163	69.646	2.525	67.121
SORTIES DE PORTEFEUILLE:						
Sinistres Payés	41.757	3.095	38.662	39.300	2.192	37.108
Mouvement de la Réserve						
Pour Sinistres à Payer	(4.539)	(1.250)	(3.289)	(6.694)	(7.109)	415
Sinistres Encourus	37.218	1.845	35.373	32.606	(4.917)	37.523

Les affaires acceptées par la Société et dont plus de 95% émanent du continent, ont été classées ainsi qu'il suit, conformément à la pratique en vigueur:

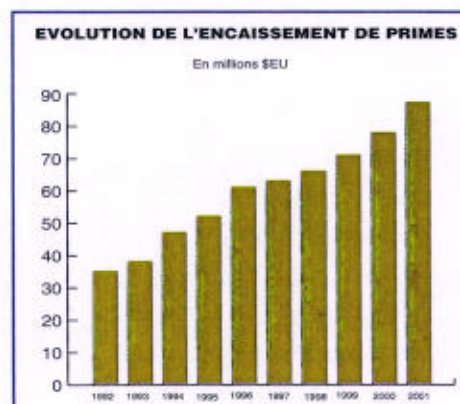
- Incendie et Accident (Risques Techniques et Automobile inclus)
- Maritime et Aviation, et
- Vie, tandis que les centres de production couvrent chacun une zone géographique spécifique:
- L'Afrique de l'Ouest Anglophone couverte par le Siège;
- L'Afrique Francophone, Ouest et Centre, qui relève du Bureau Régional d'Abidjan ;
- L'Afrique du Nord gérée par le Bureau Régional de Casablanca dont relève également le bureau de souscription du Caire;
- L'Afrique Orientale et une partie de l'Afrique Australe dont se charge le Bureau Régional de Nairobi qui supervise aussi les bureaux locaux de Johannesburg et Maurice;
- L'Afrique du Sud et les marchés de la Zone Rand que gère le Bureau de Contact de Johannesburg, et
- L'Asie du Sud et les Iles de l'Océan Indien couvertes par le Bureau de Port Louis (Maurice).

Production

Avec 85,11 millions \$EU, la Société a souscrit au titre de l'exercice financier 2001, un volume de primes en progression de 9,03% par rapport au chiffre enregistré en 2000 (78,06 millions \$EU). A l'instar de l'exercice précédent, cette hausse serait plus substantielle, n'eussent été la concurrence de plus en plus forte et la dépréciation de principales monnaies de souscription par rapport au Dollar. Des mesures appropriées ont été prises en vue de préserver cette tendance à la hausse du chiffre d'affaires.

Evolution de l'encaissement de primes brutes

Ainsi qu'il ressort du graphique ci-dessous, l'évolution de l'encaissement est restée constante au cours des dix dernières années. En effet, le volume de production enregistré au titre de l'exercice 2001, soit 85,11 millions \$EU, traduit une hausse annuelle moyenne de 8,68% par rapport à 1992 (35 millions \$EU), ce en dépit d'un environnement commercial difficile.



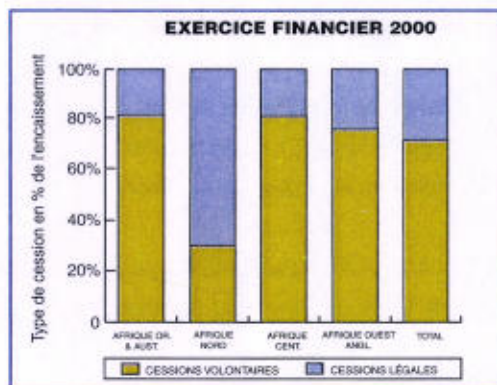
Il importe de souligner que l'évolution de la production en monnaies originales a été plus marquée, certains marchés ayant réalisé des taux de croissance supérieurs à 20%. A l'instar de l'exercice précédent, elle tient aux facteurs ci-après:

- la capacité de souscrire des parts plus importantes de risques de pointe, suite à la restructuration du programme de réassurance de la Société;
- un bon niveau de capitalisation confirmé par la notation de sécurité financière de Standard & Poor's, qui a rendu l'Africa Re plus crédible aux yeux de ses partenaires commerciaux;
- une stratégie de marketing judicieuse visant à promouvoir la croissance des cédantes à travers des services de qualité; cette politique a permis de rapprocher l'Institution de ses partenaires et de relever le niveau des cessions volontaires;
- de meilleurs termes et conditions de réassurance appliqués au début de l'exercice et confirmés après les événements du 11 septembre.

Cessions volontaires

Depuis 1992, la composition du portefeuille a évolué de manière remarquable, partant de 39,77% de cessions volontaires pour atteindre 72,58% en 2001. Cette tendance favorable est l'aboutissement d'une stratégie commerciale efficace visant entre autres à augmenter le volume des affaires de cette nature.

Les tableaux ci-après, présentent une analyse comparative des performances réalisées en 2001 et 2000.



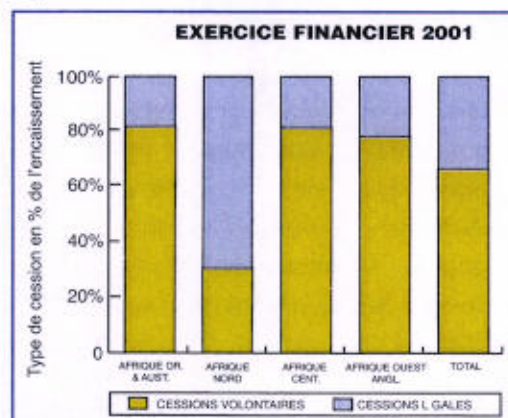
L'écart considérable entre l'Afrique du Nord et les autres centres de production tient au fait qu'un volume important des affaires émanant de cette région est constituée par des risques de pointe, et la Société n'a pu souscrire que les parts obligatoires.

Répartition géographique

Le chiffre d'affaires réalisé par l'Afrique Orientale et Australe est en hausse de 8,52% et s'élève à 34,25 millions \$EU, contre 31,56 millions \$EU en 2000. Il correspond à 40,24% de l'encaissement global (2000: 40,43%). Ce résultat s'explique d'autant que la région réunit plus de 40% des pays du continent, dont des marchés de taille comme l'Afrique du Sud, le Kenya et Maurice. En outre, elle est couverte par trois bureaux de souscription et/ou de contact. La production enregistrée pour le compte de l'exercice 2001 se répartit ainsi:

- Nairobi: 16,54 millions \$EU
- Johannesburg: 11,68 millions \$EU
- Maurice: 6,03 millions \$EU

Tout comme l'année précédente, l'Afrique du Nord arrive en deuxième position avec un volume de primes de 24,28 millions \$EU, soit 28,53% de la production totale de la Société, contre 30,39% en 2000, et une augmentation de 2,37% par rapport au chiffre de 23,72 millions \$EU enregistré au titre de l'exercice antérieur.



OPERATIONS

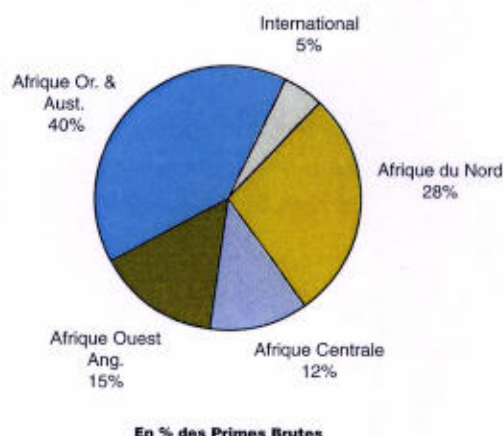
L'Afrique de l'Ouest Anglophone est créditée de 12,46 millions \$EU, soit 14,64% de la production totale, en augmentation de 24,47% par rapport à 2000 (10,01 millions \$EU et 12,82%). Cette hausse tient en partie à la souscription d'un plus grand volume de primes.

Quant à l'Afrique Francophone, Ouest et Centre, elle a souscrit 10,05 millions \$EU représentant 11,81% de l'encaissement global et une hausse de 4,25% en comparaison avec l'exercice 2000 (9,64 millions \$EU et 12,35%).

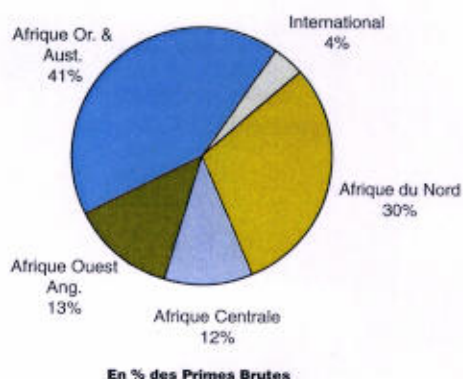
Le solde de 4,07 millions \$EU équivalant à 4,78% de la production de l'exercice sous revue (2000: 4,01%) provient du marché international. Il est en hausse de 30% par rapport au montant de 3,13 millions \$EU enregistré en 2000. L'ouverture du bureau du Caire devrait permettre d'accroître davantage le volume du chiffre d'affaires sur ce marché.

Les données fournies ci-dessus sont illustrées par les représentations graphiques qui suivent:

EXERCICE FINANCIER 2001



EXERCICE FINANCIER 2000

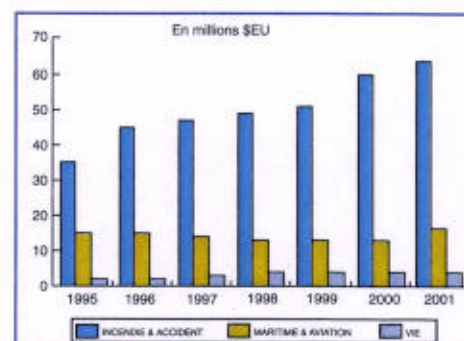


Répartition de la production par branche

Le portefeuille de la Société est dominé par les affaires Incendie et Accident, avec un chiffre de 64,18 millions \$EU, soit 75,41% de l'encaissement global, contre 60,57 millions \$EU et 77,59% en 2000.

L'encaissement réalisé au titre des affaires Maritime et Aviation a été de 17,20 millions \$EU, soit 20,21% du chiffre d'affaires global (2000: 13,38 millions \$EU et 17,78%).

Le solde de 3,73 millions \$EU (2000: 3,61 millions \$EU) provient de la branche Vie. Il représente 4,38% de l'encaissement, contre 4,63% l'exercice précédent. Le graphique ci-après illustre ce qui précède:



AUTRES REVENUS

Placements à long terme

Pour la première fois de son histoire, Shelter-Afrique a déclaré un dividende au titre duquel la Société a reçu un montant de 7.255 \$EU. L'Afreximbank a quant à elle, payé une somme de 9.589 \$EU au même titre, mais à l'instar des exercices précédents, elle n'a pas demandé l'acquittement des soldes relatifs aux souscriptions à son capital. La seconde partie de la contribution de la Société au projet d'informatisation de l'Organisation des Assurances Africaines (OAA) a été libérée au cours de l'exercice. Une fois réalisé, ce projet devrait avoir un impact positif sur l'industrie africaine des assurances et améliorer le niveau d'informatisation des petites et moyennes compagnies du continent. L'Africa Re a souscrit une part modeste - 33.691 \$EU - du capital de la Compagnie Nationale d'Assurance et de Réassurance du Mali, ce conformément à la politique de la Société en la matière, à savoir prendre des participations limitées dans certaines entreprises dans le cadre de sa stratégie de développement.

OPERATIONS



Revenus provenant de placements à court terme et d'autres sources

Tandis que le volume des placements financiers s'est accru de 20% en passant de 58,76 millions \$EU en 2000 à 70,61 millions au titre de l'exercice sous revue, les revenus tirés de cette source se sont contractés pour être passés de 3,61 millions \$EU à 3,48 millions \$EU au titre de la même période. Dans la mesure où une part importante du portefeuille est constituée par des dépôts dont la période de maturité est inférieure à 365 jours, la réduction généralisée des taux d'intérêt intervenue en Europe et aux Etats Unis a directement affecté les rendements. Avec une douzaine de baisses décidées par la Federal Reserve en 2001, les taux appliqués aux placements à court terme sont passés de 6,5% au début de l'exercice à 1,75% à sa clôture, soit leur plus bas niveau depuis 40 ans. L'impact de ce phénomène sur les revenus de placements de la

Energétiques) se sont chiffrées à 0,33 million \$EU contre 0,17 million \$EU en 2000, hausse qui résulte de l'accroissement de leurs chiffres d'affaires.

SORTIES DE PORTEFEUILLE

Sinistralité

Le montant total payé au titre des sinistres s'élève à 41,76 millions \$EU contre 39,30 millions \$EU en 2000. Il représente 49,06 % de la production globale, contre 50,35% l'exercice précédent.

Le montant des sinistres encourus (sinistres payés: 41,76 millions \$EU et mouvement des réserves: 4,54 millions \$EU) est passé à 37,22 millions \$EU contre 32,61 millions \$EU en 2000 (sinistres payés: 39,30 millions \$EU et mouvement des réserves: 6,69 millions \$EU).

Le tableau suivant donne un aperçu de la sinistralité.

RATIO DE SINISTRES BRUTS PAR BRANCHE - EXERCICE 2001
En Millions \$EU

BRANCHE D'AFFAIRE	AFFAIRES REGIONALES			ACCEPTATIONS INTERNATIONALES				TOTAL			2000
	Sinistres Encourus	Primes Acquis	Ratio Sinist. %	Sinistres Encourus	Primes Acquis	Ratio Sinist. %	Sinistres Encourus	Primes Acquis	Ratio Sinist. %	Ratio Sinist. %	
Incendie & Accident (Risques techniques inclus)	24,86	53,28	46,66%	0,92	2,18	42,20%	25,78	55,46	46,48%	57,65%	
Maritime & Aviation	8,20	12,99	63,13%	0,77	1,28	60,16%	8,97	14,27	62,86%	0,72%	
Vie	2,47	3,63	68,04%	-	-	-	2,47	3,63	68,04%	67,12%	
TOTAL	35,53	69,90	50,83%	1,69	3,46	48,84%	37,22	73,36	50,74%	46,82%	

Société aurait été plus durement ressentie n'eût été l'apport d'actifs additionnels aux revenus fixes durant le dernier trimestre de 2000.

Par conséquent, les intérêts sur les dépôts se sont réduits pour se situer à 2,1 millions \$EU contre 2,85 millions \$EU en 2000, tandis que ceux générés par les revenus fixes sont passés de 0,43 million \$EU à 0,78 millions \$EU.

Toutes les surfaces à louer ayant été occupées, l'immeuble du Siège génère un revenu de 0,24 million \$EU, contre 0,15 million \$EU en 2000.

Les commissions perçues au titre de la gestion des Pools Africains (Aviation/Risques Pétroliers et

Sinistralité par centre de production

- Le marché de l'Afrique de l'Ouest Anglophone a enregistré un ratio de sinistres de 28,25%, en baisse par rapport à 2000 (37,95%);
- Avec 41,69%, celui de l'Afrique Francophone (Ouest et Centre) est en hausse par rapport à l'exercice précédent (37,71%);
- L'Afrique du Nord a vu son ratio passer de 46,37% en 2000 à 52,76%;
- Celui de l'Afrique Orientale et Australe s'est amélioré en passant de 59,94% à 56,91%.

Commissions et charges

Les commissions et charges se sont élevées à 22,82 millions \$EU, soit 30,22% de la prime nette contre 23,72 millions \$EU et 33,07% en 2000.

Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement imputées au compte des résultats techniques se sont chiffrées à 4,95 millions \$EU contre 4,52 millions \$EU en 2000. En application de la politique de recherche de cadres africains de haut niveau et de fidélisation des employés de la Société, les émoluments du personnel professionnel et des membres de la Direction ont été revus à la hausse. Ces ajustements ainsi que les charges d'exploitation généralement élevées dans la localité du Siège ont donné lieu à une hausse de 9,40% des frais de gestion dont le ratio est ainsi passé de 6,30% en 2000 à 6,55%.

Autres dépenses non imputées au compte des résultats techniques

Les dépenses afférentes à l'Assemblée des Actionnaires et aux réunions du Conseil d'Administration se sont élevées à 0,42 million \$EU (2000: 0,39 \$EU). Les amortissements se sont chiffrés à 0,81 million \$EU contre 0,59 million \$EU l'exercice précédent, du fait de l'amortissement du nouveau logiciel de réassurance et de la nouvelle résidence de la Direction Générale. Une provision de 0,50 million \$EU a été faite au titre des créances douteuses.

RESULTATS DE L'ANNEE DE SOUSCRIPTION CLOSE 1999

Conformément à la pratique en vigueur au niveau de la Société, l'année de souscription 1999, qui était restée ouverte pendant trois années consécutives a été définitivement close le 31 décembre 2001.

Le volume global de la prime brute enregistré au titre de ladite année s'élève à 71,43 millions \$EU (1998: 62,85 millions \$EU) dont 5,50 millions \$EU ont été rétrocédés (1998: 3,5 millions \$EU), ce qui a donné

lieu à une prime conservée de 65,93 millions \$EU (1998: 59,35 millions \$EU). La hausse du volume des sorties de portefeuille résulte de la rétrocession spéciale sur des acceptations plus élevées par rapport à des risques de pointe, et de l'achat d'une couverture XL supplémentaire. Par conséquent, avec 92,30%, le ratio de rétention est en baisse par rapport à 1998 (94,43%).

Les sinistres nets se sont élevés à 30,65 millions \$EU, (1998: 28,08 millions \$EU) soit un ratio de 46,49% (1998: 47,31%), tandis que les commissions et charges nettes se sont chiffrées à 21,37 millions \$EU, contre 19,36 millions \$EU en 1998, soit un ratio de 32,41% (1998: 32,62%).

Les frais de gestion de l'année en question étant de 4,19 millions \$EU (1998: 4,20 millions \$EU), il se dégage un excédent de 9,72 millions \$EU (contre 7,71 millions \$EU l'exercice précédent). De ce chiffre, 6,66 millions \$EU ont été affectés à la constitution d'une provision pour sinistres en suspens et l'IBNR. Le solde de 3,06 millions \$EU représentant l'excédent de souscription a été porté au compte des pertes et profits.

RESULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER 2001

La prime brute nette s'est chiffrée à 85,11 millions \$EU contre 78,06 millions \$EU en 2000, soit une hausse de 9,03%. Cette augmentation corrobore les prévisions qui ont tenu compte de la dépréciation constante des monnaies de transaction de la Société et de la forte concurrence qui a prévalu dans le continent. Le relèvement général des taux intervenu lors des renouvellements de 2002 présage de bonnes perspectives de croissance de la prime dans les prochaines années. Ainsi qu'il en a déjà été fait mention, un volume d'acceptations plus élevé en Afrique du Nord et de l'Ouest conjugué à l'acquisition d'une couverture XL spéciale ont conduit à une hausse de 51% des rétrocessions dont le montant est passé de 6,34 millions \$EU en 2000, à 9,60 millions \$EU. En conséquence, le volume de la prime conservée s'est établi à 75,51 millions \$EU (2000: 71,72 millions \$EU), soit un ratio de rétention de 88,72% (2000: 91,88%).

OPERATIONS



Les sinistres payés nets de recouvrements se sont élevés à 38,66 millions \$EU (2000: 37,11 millions \$EU), soit un ratio de 51,20%, en légère amélioration par rapport à l'exercice précédent (51,74). Les commissions et charges, qui représentent 30,22% de la prime nette (2000: 33,07%), se sont chiffrées à 22,82 millions \$EU (2000: 23,72 millions \$EU).

Les charges de souscription se sont chiffrées à 61,48 millions \$EU contre 60,82 millions \$EU en 2000, et les dépenses de fonctionnement à 4,95 millions \$EU. Par conséquent, l'excédent des revenus sur les charges est passé de 6,37 millions \$EU en 2000, à 9,09 millions \$EU. A la clôture de l'exercice, le niveau des fonds de réserve était de 75,51 millions \$EU, en hausse de 8,73% par rapport à 2000 (69,45 millions \$EU). Le bénéfice de souscription net s'élève donc à 3,03 millions \$EU contre 1,36 million \$EU en 2000.

Les produits de placements et revenus provenant d'autres sources se sont élevés à 3,48 millions \$EU contre 3,61 millions \$EU en 2000, tandis que les intérêts sur les dépôts de réassurance sont passés de 1,05 million \$EU en 2000 à 1,09 million \$EU. Une perte de change matérialisée de 0,29 million \$EU a été enregistrée contre 0,31 million l'exercice précédent, en légère baisse.

En conséquence, le bénéfice total réalisé par la Société pour le compte de l'exercice s'élève à 5,54 millions \$EU contre 4,28 millions \$EU en 2000.

AFFECTATION DES RESULTATS

Dans la mesure où la Société n'a pas été directement affectée par les sinistres consécutifs aux attaques terroristes du 11 septembre, et qu'elle a entièrement comptabilisé ceux de l'année 1999, il est permis d'espérer que les résultats des prochains exercices seront positifs. Soucieux de consolider davantage l'assise financière de la Société tout en rémunérant le capital libéré par ses actionnaires, le Conseil recommande de répartir le résultat net ainsi qu'il suit:

- 1.000.000 \$EU à la réserve pour Ajustement de Conversion Cumulé;
- 700.000 \$EU aux Autres Réserves;
- 614.938 \$EU à titre de dividende au taux de 2.50 \$EU par action souscrite et libérée d'une valeur nominale de 100 \$EU;
- 1.389.227 \$EU en report à nouveau.

- 2.770.183 \$EU à la Réserve Générale conformément à la Résolution N° 4/1992;



Participants au Séminaire de l'Africa Re - Casablanca, Septembre 2001.



Le Directeur Général, les Ministres Kényan et Camerounais coupent le gâteau du 25ème Anniversaire - Nairobi, Novembre 2001.



Cocktail offert par la Société à l'occasion de son 25ème Anniversaire - Ile Maurice, Novembre 2001.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Chartered Accountants

1, Town Planning Way, Ilupeju
P.O. Box 965, Lagos
Nigeria

Tel: + 234 1 4930720-4

Fax: + 234 1 4970023

info@awdeloitte.com

www.deloitte.com

**Akintola Williams
Deloitte
& Touche**

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE REASSURANCE

Nous avons examiné les états financiers ci-joints de **la Société Africaine de Réassurance** pour l'exercice clos le 31 décembre 2001 et qui ont été préparés sur la base des politiques comptables définies à la page 30 du présent rapport. L'arrêté des comptes relève de la responsabilité des administrateurs. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion indépendante sur les états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales de révision comptable. Un audit comprend l'examen, sur la base de tests, d'évidence corroborant les montants et informations fournies en annexes aux états financiers. L'audit comprend également une évaluation des prévisions significatives et jugements faits par les administrateurs lors de l'arrêté des états financiers. Il consiste également à s'assurer que les politiques comptables de la société sont appropriées en la circonstance, qu'elles sont appliquées de manière constante et que les informations importantes sont fournies en annexes aux états financiers.

Nous avons planifié et effectué notre audit de manière à obtenir toutes les informations et explications que nous considérons comme suffisantes devant nous donner une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'inexactitude significative. Nous estimons que notre audit nous donne une base raisonnable pour notre opinion.

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la Société Africaine de Réassurance au 31 décembre 2001, des résultats de ses opérations et de son flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en conformité avec les normes comptables internationales.

Akintola Williams Deloitte & Touche

Lagos, Nigéria

15 avril, 2002

**Deloitte
Touche
Tohmatsu**

Offices at: Abuja, Benin, Enugu, Jos, Kaduna, Kano, Maiduguri, Owerri, Port Harcourt

A list of partners' names is available at 1 Town Planning Way, Ilupeju, Lagos.



SOCIÉTÉ AFRICAINE BILAN AU

ACTIF	Note	2001 \$EU	2000 \$EU
Caisse, Banque et Placements à Court Terme	3	5.972.127	3.071.182
Placements	4	64.638.289	55.684.594
Montants dus par des Compagnies sur Comptes de Réassurance		24.315.921	22.562.614
Depôts auprès des Cédantes		40.033.219	41.099.892
Débiteurs divers, Intérêts échus et Charges			
Payées d'avance		1.284.774	1.759.628
		136.244.330	124.177.910
IMMOBILISATIONS	5	14.628.175	14.029.793
PART DES RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES	12	13.184.824	12.035.173
		164.057.329	150.242.876

Musa AL NAAS
Président

Les notes annexées font partie intégrante de cet état

DE REASSURANCE

31 DECEMBRE 2001



PASSIF	Note	2001 \$EU	2000 \$EU
Autres Créanciers, Charges comptabilisées d'avance et Provisions		3.503.465	2.355.360
Dividende à payer	6	1.293.076	725.819
Montants dus aux Compagnies sur des Comptes de Réassurance		15.760.759	12.040.361
Dépôts dus aux Rétrocessionnaires		3.188.640	3.087.704
		23.745.940	18.209.244
Emprunt à Long Terme	7		500.000
CAPITAL LIBERE	8	24.597.500	23.940.000
RESERVES			
Primes d'émission d'actions		5.879.765	5.231.120
Réserve Générale	9	25.573.659	22.803.476
Autres Réserves	10	7.394.238	6.694.238
Profits non distribués		1.389.227	933.983
Ajustement de Conversion Cumulé	11	(13.217.544)	(9.553.958)
		27.019.345	26.108.859
FONDS PROPRES		51.616.845	50.048.859
RESERVE POUR SINISTRES A PAYER	12	88.694.544	81.484.773
		164.057.329	150.242.876

Bakary KAMARA
Directeur Général

Les notes annexées font partie intégrante de cet état



SOCIÉTÉ AFRICAINE COMPTE DES PERTES ET PROFITS

DEPENSES	Note	2001 \$EU	2000 \$EU
Frais relatifs aux réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration		418.973	386.081
Honoraires du Commissaire aux Comptes		42.000	40.000
Amortissements	5	813.835	593.785
Autres Charges et Provisions		502.506	417.137
Profit de l'exercice		5.540.365	4.281.280
		7.317.679	5.718.283

AFFECTATION:

Dividende proposé	6	614.938	-
Transfert à la Réserve Générale	9	2.770.183	2.140.640
Transfert à la Réserve pour Fluctuation de Change	10	500.000	500.000
Transfert à la Réserve pour Fluctuation de Sinistres	10	200.000	200.000
Transfert au Compte de l'Ajustement de Conversion Cumulé	11	1.000.000	5.000.000
Profits à reporter au 31 Décembre		1.389.227	933.983
		6.474.348	8.774.623

Les notes annexées font partie intégrante de cet état

DE REASSURANCE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001



REVENUS	Note	2001 \$EU	2000 \$EU
Excédent de souscription		3.026.107	1.362.244
Produits de placements et Revenus provenant d'autres sources		3.484.129	3.607.881
Intérêts sur Dépôts de Réassurance		1.093.433	1.053.485
Perte de Change réalisée		(285.990)	(305.327)
		7.317.679	5.718.283
Report à nouveau au 1er Janvier		933.983	4.493.343
Bénéfice de l'exercice		5.540.365	4.281.280
		6.474.348	8.774.623

Les notes annexées font partie intégrante de cet état



SOCIETE AFRICAINE COMPTE DES RESULTATS TECHNIQUES

CHARGES DE SOUSCRIPTION	Opérations Brutes	Opérations Rétrocédées	Opérations Nettes 2001 \$EU	Opérations Nettes 2000 \$EU
	\$EU	\$EU		
SINISTRES REGLES	41.756.772	3.094.524	38.662.248	37.108.052
Plus:				
Provision pour Sinistres à la fin de l'exercice	31.804.212	4.732.464	27.071.748	30.360.526
Moins:				
Provision pour Sinistres en début d'exercice	36.342.990	5.982.464	30.360.526	29.945.792
SINISTRES DE L'EXERCICE	37.217.994	1.844.524	35.373.470	37.522.786
COMMISSIONS	22.844.104	2.605.157	20.238.947	21.858.572
CHARGES	2.626.746	47.527	2.579.219	1.857.140
	62.688.844	4.497.208	58.191.636	61.238.498
FRAIS DE GESTION			4.945.055	4.520.366
Excédent de Souscription Transféré au Compte des Pertes et Profits			3.026.107	1.362.244
			66.162.798	67.121.108

Les notes annexées font partie intégrante de cet état

DE REASSURANCE AU 31 DECEMBRE 2001



REVENUS DE SOUSCRIPTION	Opérations Brutes	Opérations Rétrocédées	Opérations Nettes	Opérations Nettes
			2001	2000
	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
PRIMES NETTES D'ANNULATIONS	85.114.364	9.602.668	75.511.696	71.717.659
Plus:				
Fonds de Réassurance en début d'exercice	45.141.783	6.052.709	39.089.074	34.492.523
Moins:				
Fonds de Réassurance à la clôture de l'exercice	56.890.332	8.452.360	48.437.972	39.089.074
PRIMES ACQUISES	73.365.815	7.203.017	66.162.798	67.121.108
			66.162.798	67.121.108

Les notes annexées font partie intégrante de cet état



SOCIÉTÉ AFRICAINE DE RÉASSURANCE

RESULTATS TECHNIQUES PAR BRANCHE:

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

	Incendie et Accident \$EU	Maritime et Aviation \$EU	Vie \$EU	TOTAL 2001 \$EU	TOTAL 2000 \$EU
Revenus de souscription:					
Primes brutes	64.185.612	17.200.091	3.728.661	85.114.364	78.060.022
Moins: Primes rétrocédées	7.424.290	2.178.378	-	9.602.668	6.342.363
	56.761.322	15.021.713	3.728.661	75.511.696	71.717.659
Charges de souscription:					
Sinistres payés	30.285.427	6.400.558	1.976.263	38.662.248	37.108.052
Commissions	15.246.808	4.202.716	789.423	20.238.947	21.858.572
Charges	2.049.661	552.125	(22.567)	2.579.219	1.857.140
Frais de Gestion	3.729.117	999.307	216.631	4.945.055	4.520.366
	51.311.013	12.154.706	2.959.750	66.425.469	65.344.130
Excédent des revenus sur les charges					
	5.450.309	2.867.007	768.911	9.086.227	6.373.529
Reserve pour sinistres à payer et fonds de réassurance:					
Au 1er Janvier	49.484.438	16.297.915	3.667.247	69.449.600	64.438.315
	54.934.747	19.164.922	4.436.158	78.535.827	70.811.844
Au 31 Décembre (Note 12)	50.184.991	21.060.711	4.264.018	75.509.720	69.449.600
Excédent de souscription transféré au Compte des Pertes et Profits					
	4.749.756	(1.895.789)	172.140	3.026.107	1.362.244

Les notes annexées font partie intégrante de cet état

SOCIETE AFRICAINE DE REASSURANCE
ETAT DE VARIATION DE LA TRESORERIE (CASH-FLOW)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001



	2001	2000
	\$EU	\$EU
CASH FLOW PRODUIT PAR LES OPERATIONS:		
Bénéfice de l'exercice	5.540.365	4.281.280
Ajustements rapprochant le bénéfice aux		
Liquidités nettes produites par les opérations:		
Amortissements	813.835	593.785
(Plus-value)/Moins-value sur cessions d'immobilisations	(5.996)	21.983
Réserve pour sinistres à payer et fonds de réassurance	6.060.120	5.011.285
Comptes courants débiteurs sur opérations de réassurance	(1.753.307)	1.082.028
Dépôts chez les cédantes	1.066.673	(4.651.968)
Débiteurs divers, intérêts courus et charges payées d'avance	474.854	(130.679)
Comptes courants créditeurs sur opérations de réassurance	3.720.398	1.612.205
Dépôts dus aux récessionnaires	100.936	91.873
Autres créanciers, charges comptabilisées d'avance et provisions	1.148.105	1.668.385
	11.625.618	5.298.897
Liquidités nettes produites par les opérations	17.165.983	9.580.177
Ajustements d'éléments non liquides portés au		
Compte des fonds propres des actionnaires:		
Ajustement de Conversion Cumulé	(4.663.586)	(4.776.068)
CASH-FLOW PRODUIT PAR LES ACTIVITES		
D'INVESTISSEMENTS:		
Produits de ventes d'immobilisations	5.996	4.613
Acquisitions d'immobilisations	(1.412.217)	(2.391.158)
Placements	(8.953.695)	(13.677.921)
	(10.359.916)	(16.064.466)
CASH-FLOW PRODUIT PAR LES ACTIVITES		
FINANCIERES:		
Produits de ventes d'actions	1.306.145	455.873
Emprunt à long terme remboursé	(500.000)	(200.000)
Dividende payé	(47.681)	(219.400)
	758.464	36.473
Augmentation (Baisse) Nette des Soldes en		
Banque et en Caisse	2.900.945	(11.223.884)
SOLDES EN BANQUES ET EN CAISSE:		
Au 1er Janvier	3.071.182	14.295.066
Au 31 Décembre	5.972.127	3.071.182

Les notes annexées font partie intégrante de cet état



NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

NOTE 1 OPERATIONS

La Société Africaine de Réassurance a été créée par des Etats Membres de l'Organisation de l'Unité Africaine et la Banque Africaine de Développement en tant qu'Institution inter-gouvernementale ayant pour mission de :

- (a) mobiliser des ressources financières à partir d'opérations d'assurance et de réassurance;
- (b) placer les fonds ainsi mobilisés en Afrique pour aider à accélérer le développement économique du continent; et
- (c) promouvoir le développement de l'assurance et de la réassurance en Afrique en favorisant la croissance des capacités de souscription et de rétention nationales, régionales et sous-régionales.

NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables de la Société sont généralement conformes aux normes adoptées par le Comité International des Normes Comptables et aux pratiques en vigueur dans le secteur des assurances. Les principales méthodes comptables adoptées pour la préparation des présents états financiers se résument ainsi qu'il suit :

(a) Comptabilisation des Revenus

Les primes et les charges de souscription sont respectivement portées au crédit et au débit du compte des résultats techniques sur avis des cédantes. Lorsque les états financiers ne sont pas reçus à la clôture de l'exercice, des estimations sont faites sur la base des informations les plus récentes.

(b) Comptes des résultats techniques, réserves pour sinistres à payer et fonds de réserve

Les comptes des résultats techniques sont tenus sur la base de l'année de souscription. Les comptes de chaque année de souscription restent ouverts pendant une période de trois ans au cours de laquelle l'excédent des revenus sur les charges est versé dans la réserve pour sinistres à payer. A ce moment, il est généralement possible d'évaluer de façon assez précise les montants en suspens en vue de la clôture du compte et de la détermination du profit ou de la perte de souscription. A la fin de la période de trois ans, lorsque les comptes techniques sont clos, les

réserves pour sinistres à payer sont portées dans le compte des résultats techniques de l'année de souscription concernée et un fonds de réserve est constitué pour faire face aux sinistres en cours. Le niveau du fonds de réserve est reconsidéré à la fin de chaque année à la lumière de l'évolution des primes et des sinistres, puis les ajustements nécessaires effectués;

(c) Conversion des devises

Les comptes libellés dans les différentes monnaies de transaction des Etats membres sont convertis dans la monnaie de compte, le Dollar Etats Unis, aux taux de clôture. Les dépenses de fonctionnement sont converties aux taux en vigueur à la date à laquelle elles ont été engagées. Les ajustements de conversion y relatifs non matérialisés sont enregistrés comme un composant séparé des fonds propres. Les différences de change faisant suite à des règlements monétaires sont portées au compte des pertes et profits.

(d) Placements

Les placements à court terme sont évalués au plus bas de leur valeur amortie ou de leur valeur sur le marché. Les placements à long terme sont évalués au prix de revient sauf en cas de baisse persistante du cours, auquel cas une provision pour dépréciation est constituée.

(e) Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont présentées au coût d'acquisition, déduction faite des amortissements cumulés. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée de vie des immobilisations; les taux annuels des amortissements sont:

- *Terrains*: néant
- *Biens immobiliers*:
2% ou amortissement sur la durée du bail si celle-ci est inférieure à 50 ans
- *Mobilier, installations et équipements*:
6,67% à 33,33%
- *Matériel de transport*: 25%

(f) Débiteurs

Les comptes des débiteurs sont présentés à leur valeur nette de réalisation; les dettes considérées comme irrécouvrables sont passées en perte.

(g) Frais de Gestion

Les frais de gestion sont répartis entre les différentes branches sur la base des primes nettes et entièrement imputés à l'année de souscription en cours.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001



NOTE 3

SOLDES EN CAISSE ET DÉPÔTS A COURT TERME

Est inclus dans ces soldes l'équivalent de **4.212.000 \$EU** (2000: **1.812.295 \$EU**) représentant des dépôts à court terme dans des monnaies d'Etats membres.

NOTE 4

PLACEMENTS

Sont incluses dans les placements ci-après exprimés à leur valeur nette, des obligations à taux d'intérêt fixe dont la valeur de marché au 31 Décembre 2001 est de **13.014.475 \$EU** (2000: **11.367.795 \$EU**).

	2001	2000
	\$EU	\$EU
• <u>Souscriptions au Capital de Sociétés:</u>		
Shelter-Afrique	1.020.000	1.020.000
Participation à la Banque Africaine d'Import-Export	400.000	400.000
Autres (Compagnies non cotées en bourse)	561.413	502.722
	1.981.413	1.922.722
• <u>Autres Placements</u>		
Obligations à taux d'intérêt fixe	12.932.279	11.151.339
Dépôts à Court Terme	49.724.597	42.610.533
	62.656.876	53.761.872
	64.638.289	55.684.594

NOTE 5

IMMOBILISATIONS

	Immobilier en cours de réalisation	Biens immob- iliers	Mobilier Installations & Equip- ement	Matériel de Transport	Total 2001	Total 2000
	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
VALEUR BRUTE						
Au 1er Janvier	327.906	11.011.451	4.548.494	477.996	16.365.847	14.572.363
Acquisitions de l'exercice	748.014	67.640	537.457	59.106	1.412.217	2.391.158
Cessions de l'exercice	-	-	(41.526)	-	(41.526)	(597.674)
Transferts de l'exercice	(327.906)	315.052	12.854	-	-	-
Au 31 Décembre	748.014	11.394.143	5.057.279	537.102	17.736.538	16.365.847
AMORTISSEMENTS CUMULES						
Au 1er Janvier	-	-	-	-	-	-
Dotation de l'exercice	-	342.536	1.613.684	379.834	2.336.054	2.313.347
Reprise sur cessions	-	205.489	548.437	59.909	813.835	593.785
	-	-	(41.526)	-	(41.526)	(571.078)
Au 31 Décembre	-	548.025	2.120.595	439.743	3.108.363	2.336.054
VALEUR NETTE COMPTABLE						
Au 31 Décembre	748.014	10.846.118	2.936.684	97.359	14.628.175	14.029.793



NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

- La rubrique des biens immobiliers tient compte d'un montant de 8,24 millions \$EU relatif à la construction de l'immeuble du Siège principal de la Société dont 43% des locaux sont occupés par l'Africa Re et le reste mis en location.
- Les immobilisations en cours de réalisation concernent l'immeuble en construction du Bureau Régional de Nairobi.

NOTE 6

DIVIDENDE A PAYER

	2001	2000
	\$EU	\$EU
Solde au 1er Janvier	725.819	945.219
Dividende proposé	614.938	-
	1.340.757	945.219
Montant payé au cours de l'année	(47.681)	(219.400)
Solde au 31 Décembre	1.293.076	725.819

NOTE 7

EMPRUNT A LONG TERME

Le solde qui restait à régler sur le prêt souscrit auprès de Shelter-Afrique et destiné au financement partiel des travaux de construction de l'immeuble du Siège de la Société a été entièrement remboursé au cours de l'exercice.

NOTE 8

CAPITAL - ACTIONS ET CAPITAL LIBERE

(i) Lors de leur 23ème Réunion Annuelle Ordinaire tenue les 27 et 28 juin 2001, les Actionnaires ont approuvé une résolution modifiant la structure du capital et ramenant la valeur nominale de l'action de 10.000 à 100 \$ EU. Par conséquent le capital autorisé de la Société a été porté à 100 millions \$EU; il est divisé en 1.000.000 d'actions d'une valeur de 100 \$EU chacune et réparti ainsi:

- a) Quarante pour cent (40%) aux actionnaires de la Catégorie A, à savoir la Banque Africaine de Développement, les Etats membres de l'OUA ou leurs représentants;
- b) Trente-cinq pour cent (35%) aux actionnaires de la Catégorie B, notamment les institutions d'assurance/réassurance nationales ou de droit national;
- c) Vingt-cinq pour cent (25%) aux actionnaires de la Catégorie C que sont les investisseurs privés ou institutionnels.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001



(ii) Le capital libéré s'analyse ainsi qu'il suit:

	2001 \$EU	2000 \$EU
Capital alloué et souscrit	25.330.000	24.890.000
Capital appelé mais non libéré	(732.500)	(950.000)
Capital souscrit et libéré	24.597.500	23.940.000

NOTE 9

RESERVE GENERALE

	2001 \$EU	2000 \$EU
Solde au 1er Janvier	22.803.476	20.662.836
Transfert à partir du Compte des Pertes et Profits	2.770.183	2.140.640
Solde au 31 Décembre	25.573.659	22.803.476

NOTE 10

AUTRES RESERVES

	Réserve pour Fluctuation de change \$EU	Réserve pour Fluctuation de sinistres \$EU	Total 2001 \$EU	Total 2000 \$EU
Solde au 1er Janvier	4.294.238	2.400.000	6.694.238	5.994.238
Transfert à partir du Compte des Pertes et Profits	500.000	200.000	700.000	700.000
Solde au 31 Décembre	4.794.238	2.600.000	7.394.238	6.694.238

NOTE 11

AJUSTEMENT DE CONVERSION CUMULE

	2001 \$EU	2000 \$EU
Solde au 1er Janvier	9.553.958	9.777.890
Ajustement de conversion pour l'année	4.663.586	4.776.068
Transfert du Compte des Pertes et Profits	(1.000.000)	(5.000.000)
Solde au 31 Décembre	13.217.544	9.553.958



NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

NOTE 12

RESERVE POUR SINISTRES A PAYER ET FONDS DE RESERVE

Ces fonds représentent les résultats techniques des années de souscription non encore closes et les réserves pour sinistres à payer au titre des années déjà closes. Ils s'analysent comme suit:

	Incendie & Accident \$EU	Maritime & Aviation \$EU	Vie \$EU	Total 2001 \$EU	Total 2000 \$EU
BRUT					
Fonds de Réassurance	41.025.476	14.402.271	1.462.585	56.890.332	45.141.783
Réserve pour sinistres à payer	20.514.356	8.488.423	2.801.433	31.804.212	36.342.990
	61.539.832	22.890.694	4.264.018	88.694.544	81.484.773
MOINS: Part des rétrocessionnaires dans les provisions techniques	6.867.117	1.585.243	-	8.452.360	6.052.709
Réserve pour sinistres en suspens	4.487.724	244.740	-	4.732.464	5.982.464
	11.354.841	1.829.983	-	13.184.824	12.035.173
Réserve pour sinistres à payer et fonds de réassurance nets	50.184.991	21.060.711	4.264.018	75.509.720	69.449.600

NOTE 13

IMPOTS

La Société jouit d'une exonération d'impôts dans les marchés où elle est présente, conformément à l'Article 51 de l'Accord Portant Création de la Société. En conséquence, aucune dotation n'est prévue au titre des impôts dans les états financiers.

NOTE 14

TRANSACTIONS AVEC LES COMPAGNIES ACTIONNAIRES

Une partie des affaires de la Société est traitée avec des compagnies cédantes actionnaires de la Société.

NOTE 15

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Le montant des engagements relatifs aux projets d'investissement approuvés était de 2.189.619 \$EU (2000:1.516.192 \$EU)

NOTE 16

PROVISIONS POUR PASSIF EVENTUEL

La provision au titre du litige en cours (arbitrage) – qui n'apparaît pas dans cet état – s'établit à 2.090.000 \$EU (2000: 2.090.000 \$EU). Toutefois, l'Africa Re a organisé sa défense et les Administrateurs sont d'avis qu'elle n'aura pas à payer de dommages.